

**Mémoire pour les consultations
prébudgétaires en prévision du budget
fédéral de 2024**

**Soumis par le Partenariat canadien pour la santé des
femmes et des enfants**



Recommandation 1 : Que le gouvernement du Canada s'engage à ramener l'aide au développement international au niveau de 2021-2022, puis à augmenter encore davantage le financement au cours des deux prochaines années pour atteindre un investissement annuel minimum de 10 milliards de dollars d'ici 2025.

Recommandation 2 : Que le gouvernement du Canada publie un budget annuel détaillé et tourné vers l'avenir pour l'enveloppe de l'aide internationale (EAI) de manière à respecter les meilleures pratiques recommandées par l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide et à favoriser et renforcer les partenariats avec la société civile pour la mise en œuvre de l'engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde.

Recommandation 3 : Que le gouvernement du Canada aide à combler l'écart entre les genres en matière de nutrition et maximise sa portée générale en matière de développement en continuant de miser sur des investissements à faible coût et à rendement élevé en nutrition dans des domaines tels que l'éducation, la santé maternelle et la santé et les droits sexuels et reproductifs; et qu'il mobilise encore davantage son expérience et son leadership en matière de nutrition à l'échelle mondiale afin d'accroître le financement de la nutrition dans le monde entier.

Recommandation 4 : Que le gouvernement du Canada respecte son engagement d'augmenter considérablement ses investissements mondiaux dans les domaines les plus négligés et stigmatisés en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, à savoir la planification des naissances et la contraception; l'éducation complète à la sexualité; l'avortement sécuritaire et les soins post-avortements; et la défense de la santé et des droits sexuels et reproductifs.

Recommandation 5 : Que le gouvernement du Canada investisse pour renforcer la résilience des systèmes de santé, notamment en apportant un appui important aux travailleuses et travailleurs de la santé communautaire en tant que piliers des systèmes de soins de santé primaires équitables.



Introduction

Pourquoi y a-t-il encore des femmes et des enfants qui meurent de causes évitables? Pas juste qui meurent, mais qui meurent à des taux effarants. Chaque jour en 2020, près de 800 femmes et 7 000 nouveau-nés ont perdu la vie pour des raisons qui auraient pu être évitées en lien avec la grossesse et l'accouchement. Presque toutes les deux minutes, un décès maternel survient. Et chaque année, la malnutrition tue plus de femmes que le tabac, l'alcool et la pollution de l'air combinés^{1,2}.

La santé des femmes est l'un des domaines des soins de santé auxquels on consacre le moins de fonds et de ressources, que ce soit au niveau de la recherche, des solutions ou de la prévention, et cela freine les progrès à l'échelle mondiale. Le McKinsey Global Institute a établi que de 12 000 à 28 000 milliards de dollars pourraient être injectés dans le PIB mondial d'ici 2025 si l'on faisait progresser l'égalité entre les femmes et les hommes et si l'on s'attaquait aux « problèmes universellement répandus » en matière d'égalité entre les genres, notamment les normes peu élevées en matière de santé maternelle et reproductive, les inégalités dans les niveaux d'éducation et le travail de soins non rémunéré, pour n'en nommer que quelques-uns³.

Alors que les impacts de la pandémie se font toujours ressentir, ils continuent de peser plus lourd sur les femmes et les enfants. Les données d'un rapport de l'ONU publié l'année dernière montrent « un recul majeur du bien-être des enfants dans la quasi-totalité des principales mesures réalisées, ainsi que dans de nombreux indicateurs clés des objectifs de développement durable (ODD)⁴ ». Le rapport révèle également des écarts alarmants dans les chances de survie entre les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible et intermédiaire, et note qu'en Afrique subsaharienne, « une femme a près de 130 fois plus de risques de mourir des suites d'une grossesse ou d'un accouchement »^{4,5}.

La santé des femmes, dans toute leur diversité, et des enfants ne peut être prise en compte qu'après coup dans les investissements mondiaux. Elle n'est pas secondaire, mais nécessaire. La santé d'une femme jette les bases de la santé de ses enfants, de sa famille, de sa communauté et des générations à venir. Les coupes dans les budgets de l'aide internationale, de l'égalité entre les genres et de la santé mondiale entraînent une diminution de l'espérance de vie, un sous-développement des communautés et une déstabilisation de la croissance économique, non seulement dans les pays du Sud, mais aussi dans le reste du monde.

¹ <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/maternal-mortality>

² <https://gendernutritiongap.org/about/>

³ <https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth>

⁴

<https://www.who.int/fr/news/item/18-10-2022-staggering-backsliding-across-women-s--children-s-and-adolescents--health-revealed-in-new-un-analysis>

⁵ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240060104>

Même face à la montée du populisme et à l'incertitude économique, les Canadiennes et les Canadiens reconnaissent l'importance de l'aide internationale pour les femmes et les enfants et soutiennent l'augmentation de l'aide mondiale par l'intermédiaire d'investissements dans le domaine de la santé⁶. Le Canada s'est imposé comme chef de file à l'échelle mondiale en ce qui concerne les approches sensibles au genre et transformatrices en matière d'égalité entre les genres et nous savons ce qu'il faut faire pour combler les lacunes les plus criantes et répondre aux besoins non satisfaits des personnes les plus marginalisées et oubliées. À l'heure actuelle, cela signifie investir dans une architecture de santé mondiale fondée sur une approche féministe – une approche qui reflète les besoins des femmes et des enfants et qui place leur potentiel inexploité et leur avenir durable au cœur des priorités sanitaires. À la base de ces recommandations, il y a la reconnaissance du fait que le capital humain correspond au capital des femmes et des enfants.

L'aide internationale : transparence, prévisibilité et durabilité – et atteindre 10 milliards de dollars d'ici 2025.

L'ordre mondial que le Canada a tenu pour acquis au cours des dernières décennies connaît des changements rapides et notre aide internationale doit suivre le courant. Le niveau d'investissement actuel ne met pas seulement en péril la capacité du Canada à continuer d'être un partenaire mondial progressiste pour les populations les plus marginalisées, mais aussi sa réputation en tant que défenseur mondial des droits de la personne, de la paix et de la sécurité, et de la diplomatie.

L'aide internationale a connu un essor ces dernières années dans la foulée de la réponse à la COVID-19, passant de 5,5 milliards de dollars en 2019-2020 à 7,7 milliards de dollars en 2020-2021, puis à 8,1 milliards de dollars annoncés dans le budget 2022. Cependant, le budget de 2023 a ensuite été marqué par une réduction importante des investissements dans le domaine de l'aide internationale. Dans le contexte de crises mondiales multiples et enchevêtrées, le budget de 2024 doit permettre au Canada de se montrer à la hauteur des grands défis de l'heure. Pour ce faire, nous exhortons le Canada à ramener les montants de l'aide au développement international au niveau de 2021-2022, puis à continuer d'augmenter considérablement le financement au cours des deux prochaines années en vue d'atteindre un investissement annuel minimum de 10 milliards de dollars d'ici 2025.

Chaque année, le Canada fournit des informations budgétaires historiques concernant l'aide internationale dans son rapport statistique au Parlement et son rapport annuel de l'Engagement de 10 ans. Mais ce dont nous avons réellement besoin pour améliorer la planification, la stabilité et la cohérence des politiques, c'est d'un budget clair, détaillé et tourné vers l'avenir pour l'EAI,

⁶ https://canwach.ca/sites/default/files/2019-08/2019-1434%20CanWaCH_Nanos_2019%20Public%20Opinion%20Research_FINAL_FR_0_0.pdf

qui reflète adéquatement les meilleures pratiques et les normes recommandées par l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA)⁷.

Par ailleurs, il est nécessaire de renforcer le partenariat entre Affaires mondiales Canada et la société civile canadienne pour atteindre les principaux résultats et objectifs d'amélioration de la transparence, des données et de la responsabilité dans le domaine de l'aide internationale. Les données qui sous-tendent les programmes d'intervention sont essentielles pour obtenir des résultats mesurables et clairs qui témoignent d'un changement fructueux, durable et transformateur et pour les évaluer. Comme le souligne le rapport de la vérificatrice générale présenté plus tôt cette année, intitulé « L'aide internationale pour appuyer l'égalité des genres », la responsabilité et la transparence sont primordiales pour maintenir la confiance de la population canadienne vis-à-vis du travail du Canada en matière d'égalité entre les genres à l'échelle mondiale.

Comblent l'écart entre les genres en matière de nutrition grâce à des programmes intégrés, complets et holistiques

Les problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition ont dépassé le stade de crise. Les femmes et les filles sont plus que jamais laissées pour compte, car ce sont elles qui mangent en dernier et le moins, qui se sacrifient lorsqu'il n'y a pas assez de nourriture et qui subissent les répercussions au plan éducatif et économique des problèmes de santé qui en découlent. L'organisation The Gender Nutrition Gap note que « la nutrition des femmes et des filles est disproportionnellement affectée par les répercussions continues et interconnectées de la pandémie de COVID-19, de l'escalade des conflits, des changements climatiques, de la crise alimentaire et de l'augmentation du coût de la vie... et il y a 150 millions de femmes et de filles de plus que d'hommes et de garçons qui ont faim⁸ » [trad.].

Les statistiques sont alarmantes :

- Près d'un tiers des adolescentes et des femmes qui ne sont pas enceintes présentent une carence en fer, en zinc et/ou en acide folique et, chez la population adolescente, l'anémie ferriprive est la principale cause d'années de vie corrigées de l'incapacité⁹.
- Les progrès en matière d'anémie sont au point mort, un seul pays (le Guatemala) étant en passe d'atteindre l'objectif mondial visant à réduire de moitié l'anémie chez les adolescentes et les femmes en âge de procréer d'ici 2030¹⁰.

⁷ <https://iatistandard.org/en/guidance/standard-guidance/budgets-overview/>

⁸ <https://qendernutritiongap.org/closing-the-gap/>

⁹ [Iron Status, Anemia, and Iron Interventions and Their Associations with Cognitive and Academic Performance in Adolescents: A Systematic Review - PubMed \(nih.gov\)](#)

¹⁰ <https://qendernutritiongap.org/closing-the-gap/>

- En 2022, on estimait à 45 millions le nombre d'enfants de moins de 5 ans (6,8 %) atteints d'émaciation¹¹.
- Les progrès sont insuffisants pour atteindre les cibles mondiales de nutrition pour 2025 fixées par l'Assemblée mondiale de la Santé. Seul un tiers environ de tous les pays sont « en bonne voie » de réduire de moitié le nombre d'enfants affectés par un retard de croissance d'ici 2030¹².

La nécessité d'intégrer pleinement les investissements et les approches axées sur les programmes dans l'ensemble du portefeuille de développement n'a jamais été aussi évidente. Pour lutter contre la malnutrition, il faut coordonner les politiques et les financements dans les domaines de l'éducation, de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et de la protection sociale, tout en tenant compte des besoins nutritionnels uniques des femmes et des filles. En tirant parti des points de service existants pour améliorer l'égalité d'accès aux services de nutrition, l'on peut améliorer la santé des femmes et des filles, y compris en intégrant des points de service essentiels dans les écoles et les programmes communautaires pour prévenir, détecter et traiter la malnutrition, en particulier chez la population adolescente. Il est essentiel d'aborder cette question selon une perspective qui tient compte de l'ensemble du parcours de vie et qui intègre la santé et les droits sexuels et reproductifs, pour assurer le succès à long terme des politiques et la capacité à obtenir des changements positifs dans les résultats intergénérationnels en matière de santé. Les actions doivent être soutenues pour atteindre les femmes et les filles à tous les stades de leur vie.

La position de leader du Canada et ses réalisations à l'échelle mondiale en matière de nutrition offrent la possibilité manifeste d'encourager la volonté politique et le financement d'autres bailleurs de fonds et gouvernements. Cela permettra au gouvernement du Canada de maximiser sa portée globale et d'utiliser au mieux chaque dollar consacré au développement en mobilisant des fonds mondiaux pour la nutrition en vue de soutenir les efforts déployés dans de multiples domaines connexes.

Faire de la santé et des droits sexuels et reproductifs un pilier de la santé mondiale

Dans une étude récente menée par des chercheuses et chercheurs de l'Institut Guttmacher, il est noté que « le droit des femmes à déterminer si et quand elles veulent avoir des enfants dépend en partie de la capacité des personnes à prévenir les grossesses non désirées. Il existe d'importantes disparités entre les pays et les régions en ce qui concerne la capacité des femmes à exercer ce droit fondamental » [*trad.*]. Ces dernières années, la démocratie et les droits de la personne ont reculé à l'échelle mondiale, tout comme les droits des femmes, comme le souligne un rapport de juin 2023 de l'International Centre for Research on Women. Le

¹¹<https://www.who.int/publications/i/item/9789240073791>

¹²<https://www.who.int/publications/i/item/9789240073791>

rapport note que « les droits reproductifs sont inextricablement liés aux institutions démocratiques. Dans bien des cas, c'est l'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs qui est visé en premier, ce qui porte atteinte à l'autonomie corporelle des personnes et ouvre la voie à l'abrogation d'autres droits, tels que le droit de vote. Les restrictions imposées en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs peuvent avoir un effet néfaste sur d'autres droits de la personne, comme la liberté d'expression et de réunion, la santé et l'égalité¹³ » [trad.].

En 2019, plus de 218 millions de femmes et de filles en âge de procréer étaient incapables de faire valoir leurs droits sexuels et reproductifs dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Cette situation n'a fait que s'aggraver depuis la pandémie. Non seulement les progrès réalisés ont été effacés dans certains endroits, mais il y a eu un net recul. Les projections nous indiquent qu'une baisse moyenne de 12 % de l'accès à la contraception moderne donnerait lieu à 734 000 grossesses non désirées supplémentaires. Une baisse moyenne de 25 % des soins essentiels pendant la grossesse causerait 134 000 complications obstétricales et 3 400 décès maternels supplémentaires. Une hausse de 23 % des avortements dangereux mènera à 491 000 avortements supplémentaires dans des conditions non sécuritaires.

Les politiques, les investissements et, surtout, les droits doivent être protégés et renforcés. Le financement et la création de politiques adéquates en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs ne sont pas des enjeux secondaires ou isolés; ce sont des enjeux critiques. Cela signifie que nous ne pouvons pas, en tant que pays, camoufler, réaffecter ou bouleverser le financement que nous avons clairement alloué à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. Le Canada doit respecter son engagement d'accroître de manière constante et prévisible ce financement, ce qui implique de faire passer les investissements directs dans la santé et les droits sexuels et reproductifs à 700 millions de dollars d'ici la fin de l'année, en accordant une attention particulière aux quatre domaines les plus négligés et stigmatisés.

Renforcer la résilience des systèmes de santé

Les travailleuses et travailleurs en santé communautaire (TSC) sont l'un des principaux piliers d'un système de santé fort et résilient. Par ailleurs, la recherche montre que les TSC sont parmi les plus efficaces pour transformer les résultats de santé à grande échelle et atteindre de larges populations grâce à l'établissement de relations solides et dignes de confiance¹⁴. La santé communautaire est essentielle à la réalisation des soins de santé universels et à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD). Un nouveau rapport de l'USAID estime qu'il faudrait octroyer 2 milliards de dollars de plus par année à la santé communautaire pour assurer une couverture efficace des soins de santé en Afrique subsaharienne seulement¹⁵. Le rapport souligne que les investissements en santé communautaire sont rentables à long terme et

¹³ <https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2023/06/SRHR-and-the-Democracy.pdf>

¹⁴ <https://www.exemplars.health/stories/women-make-the-most-effective-community-health-workers>

¹⁵ <https://www.usaid.gov/cii/strengthening-primary-health-care-through-community-health-workers-closing-2-billion-gap>

permettent de réaliser des économies à court terme dans la mise à l'échelle des interventions de santé¹⁶. Avec les investissements, la volonté politique et les ressources nécessaires, les TSC ont le pouvoir de transformer les systèmes de santé et la santé de populations tout entières.

Les programmes de santé communautaires horizontaux, intégrés et dotés de ressources suffisantes sont les mieux placés pour surveiller les maladies, assurer la vaccination systématique des enfants et des nouveau-nés, offrir des soins néonataux et donner accès à des services en matière de planification des naissances et de santé et de droits sexuels et reproductifs aux femmes et aux filles. Pour arriver à des soins de santé universels, ces programmes de santé communautaire doivent être multisectoriels et améliorer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène tout en offrant une gamme complète d'interventions de santé.

Pour contribuer à la construction d'un monde plus juste – le genre de monde dans lequel les Canadiennes et les Canadiens veulent vivre – le Canada doit investir de toute urgence.

¹⁶ <https://www.usaid.gov/cii/strengthening-primary-health-care-through-community-health-workers-closing-2-billion-gap>

